

CHAKIB KHELIL L'AFFIRME :

«Un raffermissement du dollar impliquerait la baisse du prix du pétrole»

Si le dollar arrête sa décroissance et se renforce de 10%, les cours du baril chuteront de l'ordre de 40 dollars, mais s'il se maintient à sa parité actuelle, les prix du pétrole resteront encore élevés jusqu'à la fin de l'année 2008. Des cours qui devraient se maintenir alors entre 80 et 110 dollars le baril.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Pour le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, il y a une corrélation évidente entre la hausse des cours de l'or noir et la dépréciation de la monnaie américaine. En marge hier de la cérémonie de signature d'un contrat de recherche et d'exploration d'hydrocarbures, Chakib Khelil dira que les prix poursuivent leur envol, encouragé par la spéculation et l'attrait des investisseurs pour les matières premières, l'or et le pétrole.

Augmenter est inopportun pour l'Opep

Des cours qui flambent indépendamment des fondamentaux du marché et contradictoirement, selon le ministre de l'Energie, avec l'existence de stocks pétroliers élevés, une demande pétrolière en baisse, une offre bonne et importante.

Abordant le rôle de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) dont il préside les destinées depuis le début du mois de janvier 2008, Chakib Khelil a indiqué que le cartel peut soit augmenter soit diminuer sa production.

Or, le ministre de l'Energie estime inopportun de l'augmenter en l'absence d'un marché demandeur et capable d'absorber l'offre supplémentaire, en précisant que l'Opep peut mettre sur le marché une capacité supplémentaire de 2 à 3 millions de barils/j.

Et qu'à l'exception de l'Arabie saoudite qui peut mettre davantage, la plupart des pays Opep dont l'Algérie, produisent à plein régime.

Certains pays, tels le Nigeria et le Venezuela pâtissent en outre de problèmes internes, en indiquant que cette capacité sup-



«Les prix poursuivent leur envol.»

plémentaire devrait atteindre entre 4 et 5 millions à moyen terme avec le développement des programmes d'investisse-

ments lancés dans les pays Opep.

La BCE doit aider le dollar à se renforcer

Aussi, Chakib Khelil a mis en relief la politique de la Banque centrale européenne.

Cette dernière, s'en tient strictement à sa politique de maîtrise de l'inflation en augmentant les taux d'intérêts au lieu de suivre l'exemple de la FED américaine, l'injection de liquidités supplémentaires s'avérant incontournable.

Voire d'aider objectivement le dollar à se renforcer et assurer des chances de compétitivité et d'investissements accrus pour les entreprises européennes contraintes à la délocalisation en zone dollars.

Cela même si pour Chakib Khelil, les prix du baril, exprimés en euros, n'ont pas beaucoup augmenté et que les Européens n'ont pas été tellement affectés par cette hausse.

A contrario des pays de la zone dollar, de l'Inde et de la Chine.

C. B.

ELLE CONCRÉTISE SES AMBITIONS À L'INTERNATIONAL

Sonatrach fait des recherches dans l'offshore tunisien

En engageant un partenariat croisé avec l'Entreprise tunisienne du pétrole (Etap) dans le domaine de la recherche et de l'exploitation dans l'offshore tunisien, la compagnie algérienne Sonatrach va réellement concrétiser ses ambitions à l'international.

L'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures. Sonatrach et la société mixte algéro-tunisienne Numhyd ont signé, hier à Alger, un accord dans le domaine de la recherche et l'exploitation des hydrocarbures.

Une signature effectuée sous l'égide du ministre tunisien de l'Industrie, de l'Energie et des PME Chalbi Afif, et du ministre algérien de l'Energie et des

Mines, Chakib Khelil. Par cet accord, Sonatrach cède en fait, et pour la première fois, 25% de ses intérêts sur le périmètre Hamra (au sud de Rhourde Ennouss – bloc 220a, 220 b) à la société mixte Numhyd.

Celle-ci a été créée en partenariat (50%-50%) entre l'Entreprise tunisienne des activités pétrolières (Etap) et Sonatrach le 4 avril 2003, dans le but d'opérer en Tunisie et en

Algérie dans les domaines de l'exploration et de la production des hydrocarbures. Un projet pour lequel il faudra investir un montant de l'ordre de 10 millions de dollars, le début des activités de forage étant prévu avant la fin 2008.

Mercredi prochain, deux autres accords seront signés à Tunis, des projets pour lesquels il faudra engager un montant de 20 millions de dollars.

Par le biais d'un accord, l'Etap cédera 30% de ses intérêts dans le périmètre de recherche et d'exploitation nord des Chotts (mitoyen à la frontière algéro-tunisienne) à la société Numhyd.

Dans ce périmètre, le début des travaux de forage est prévu également avant la fin 2008. Sera signé un contrat de recherche et exploitation avec l'Etat tunisien, d'une part, et avec l'Etap et Numhyd, d'autre part, sur le périmètre en offshore (extraterritorial) Kaboudia (situé au sud du golfe de Hammamet).

Un accord qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat croisé entre les intérêts de Sonatrach en Algérie et ceux de l'Etap en Tunisie. Pour les deux ministres de l'Energie, cet accord constitue une étape importante dans la consolidation et l'évolution des relations d'affaires entre les deux

entreprises dans le domaine des hydrocarbures.

Il permettra en fait à Sonatrach de développer et de diversifier ses investissements en Algérie, en Tunisie et ailleurs.

Mais aussi de concrétiser ses ambitions à l'international, notamment dans l'offshore tunisien, un créneau porteur, et où le début des activités de forage est prévu à la fin 2009.

Cela même si Sonatrach s'intéresse, en partenariat avec la société norvégienne Statoil, à l'offshore égyptien, à charge toutefois de réaliser l'acquisition et le traitement sismique.

C. B.

FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les notaires sommés d'adapter leurs prestations

Devant les impératifs dictés par le nouveau contexte économique lié notamment à l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, le système de notariat est appelé à connaître de profondes mutations. Elles concernent notamment la formation continue et la modernisation des prestations devant une concurrence qui s'annonce rude.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La formation et les prestations de services dans le cadre des activités des auxiliaires de justice, plus particulièrement des notaires, étaient au programme d'une rencontre organisée hier par le ministère de la Justice. Les spécialistes présents ont notamment abordé la question de l'adaptabilité du système de notariat aux

nouvelles exigences du contexte économique.

Ainsi, lors des différentes interventions, il a été évoqué la problématique de la concurrence et des nouvelles exigences de la clientèle. «Déjà à l'intérieur du pays avec l'injection de mille nouveaux notaires sur la place économique, la concurrence dans les prestations de services

sera très rude. Cela incitera les usagers à refuser la prestation notariale qui ne répond pas à leurs attentes. Par ailleurs, l'impact de la qualité des prestations notariales sur l'économie du pays et sur la cohésion sociale favorise la protection de la profession», a déclaré M. Rahmani, directeur du projet d'appui à la réforme de la justice. Pour ce dernier, il est impératif de «refuser le statu quo et d'adapter le système de notariat de façon à en faire un levier économique efficace et performant». Le volet formation a aussi été mis en évidence du fait qu'elle connaît,

selon les intervenants, un retard important. Il s'agit ainsi d'assurer l'adaptabilité du service public du notariat et la formation des compétences.

Les présents souligneront, en outre, le fait que le système de notariat fait face à un sérieux problème de qualité des actes, et ce, surtout lorsque la profession se situe dans un contexte de notariat à l'échelle mondiale. «Ceci notamment avec l'ouverture de l'économie et la concurrence qui s'accroît inévitablement avec l'entrée en action de notaires étrangers dans le cadre de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC»,

précise, pour sa part, M. Rahmani, qui appellera à une entraide entre les notaires algériens et leurs confrères européens. «Nous avons des connexions avec les notaires français, il faut chercher d'autres connexions durables», a déclaré l'intervenant à l'issue de la rencontre.

La rencontre, qui s'étalera sur deux jours, est organisée par la direction d'appui à la réforme de la justice et s'inscrit dans le cadre du programme de coopération judiciaire Meda II entre l'Union européenne et l'Algérie.

F.-Z. B.